



# TIMOR CLIPS

N.° 8

AVRIL 1997

Nations Unies :

## Appel de M<sup>gr</sup> Ximenes Belo

Suite à la réunion de Genève de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies M<sup>gr</sup> Ximenes Belo, prix Nobel de la Paix 1996, a adressé une lettre à celle-ci, il espère ainsi attirer l'attention sur la violation constante des droits des plus élémentaires du peuple timorais. En voici un large extrait:

*Sachant que la réunion annuelle de la Commission de Droits de l'Homme de l'ONU est en session ces jours-ci à Genève, au nom des prisonniers timorais, des jeunes persécutés et des familles en difficultés, je me permets de lancer un appel pour un plus grand respect de la personne humaine au Timor Oriental.*

*Je souhaite attirer votre attention sur la situation des détenus à Timor. En règle générale, ces prisonniers sont torturés, giflés, bourrés de coups de pieds et de poings. Ils sont plongés dans des barils d'eau, sont brûlés à la cigarette. Les familles des jeunes suspects ne passent pas une nuit en paix: leurs maisons sont perquisitionnées au milieu de la nuit, attaquées à coups de pierres. Les individus sont humiliés.*

*Les faits décrits se sont déroulés au cours des mois de décembre 1996, janvier et février 1997. Je puis affirmer que la situation des Droits de l'Homme ne s'améliore pas au Timor Oriental.*

Toujours dans le cadre de cette réunion Ramos Horta a montré des photos de Timorais torturés par l'armée indonésienne. Ces photos sont sorties du pays grâce à un religieux. Elles témoignent une fois encore de la brutalité des troupes occupantes.



### Ramos Horta à Bruxelles

**José Ramos Horta, Prix Nobel de la Paix 1996 et dirigeant de la Résistance Timoraise, sera à Bruxelles du 21 au 23 avril, à l'invitation du Parlement Européen.**

Au programme du dirigeant timorais, outre des réunions avec les parlementaires européens et la Commission, figurent des entretiens avec les autorités belges et plusieurs groupes politiques du Parlement Fédéral.

Une séance pour le public en général, organisée par SOS Timor et le Mouvement Chrétien pour la Paix, avec la participation des ONGS belges, est prévue pour le **21 avril, à 20h00**, au Centre Culturel et des Congrès de Woluwé-Saint-Pierre, **Avenue Charles Thielemans, 93, 1150** Bruxelles. Parking disponible.

**Venez nombreux!**

#### DANS CE NUMÉRO:

Conférence au P.E.	2
Timor, de l'oubli à la lumière	4
Indonésie: Les murs se lézardent	6
«Asian Connection» à la Maison Blanche	8

Editeur responsable: Manuel Resende, rue de la Poste, 111/87 — B-1000 Bruxelles



## ABONNEMENTS

Le TIMOR CLIPS est envoyé gratuitement à toute personne en faisant la demande. Néanmoins une contribution minimum de BEF 200,- sera toujours la bienvenue. Envoyez-là au compte bancaire du SOS-TIMOR: 210-0751861-66

❖  
ONT PARTICIPÉ  
À CETTE ÉDITION

Carlos Marques, Carlos Oliveira Reis, Fernanda Rondão, Manuel Resende

---

## Conférence au P.E.

---

Le 21<sup>ème</sup> anniversaire de l'invasion de Timor-Oriental par l'Indonésie a été signalé cette année au Parlement européen par une conférence sur la situation des femmes dans les territoires occupés.

La conférence a été organisée par la Représentation permanente de Timor Oriental auprès de l'Union européenne et SOS Timor, avec le soutien du Mouvement chrétien pour la paix et les groupes politiques portugais au Parlement européen.

Lors de cette conférence, on a entendu le récit des expériences de femmes provenant du Sahara Occidental, du Kurdistan, de la Papouasie Occidentale et un témoignage de Odília Victor, une réfugiée timoraise qui a demandé l'asile politique à l'Ambassade d'Australie à Jakarta et vit actuellement au Portugal. Odília a raconté l'histoire de l'arrestation et des tortures subies par son père, ainsi que les mésaventures de sa sœur, forcée de servir d'esclave sexuelle des soldats indonésiens pour sauver son père.

La Plate-forme d'action et la Déclaration de Beijing adoptées lors de la IV Conférence Mondiale de la Femme le souligne bien, même si se sont les communautés agressées dans leur ensemble qui souffrent des conséquences des conflits armés et de l'occupation, les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables à cause de leur statut dans la société et de leur sexe.

Un autre point mis en lumière par la conférence est le triste fait que, en cas de conflits armés, d'occupation et de domination étrangère, même si l'on sait que les violences sur les femmes ont, à long terme, des conséquences sociales, économiques et psychologiques traumatisantes, elles restent exclues des négociations et des processus de paix. Le Dialogue Intra-timorais organisé par l'ONU, notamment, compte une femme sur 30 participants. Par ailleurs, une fois la paix rétablie, leurs besoins sont oubliés dans les phases de reconstruction sociale.

Les témoignages et les interventions à la conférence feront l'objet d'une publication qui est en cours de préparation.

---

## SOS Timor en bref

---

À LA PROCHAINE! Timor Clips dit au revoir à José Lima, fondateur du Comité SOS Timor de Bruxelles et son porte-parole depuis 1991, qui a déménagé à Lisbonne en février 1997. Dans cette nouvelle étape de sa vie, tout le monde à SOS Timor lui souhaite BONNE CHANCE!

❖  
UNE CENTAINE DE PERSONNES

CONFRATERNISENT en solidarité avec Timor. Réunies le 15 novembre dernier à Bruxelles dans un repas en commun, deux dates importantes ont été évoquées: le 12 novembre 1991, la date du massacre de Santa Cruz, et le 7 décembre 1975, date de l'invasion et de l'occupation violente de Timor par les troupes indonésiennes. À cette occasion, ZéLima, à l'époque encore le porte-parole du Comité SOS Timor, a présenté un résumé des actions du Comité au long des derniers temps. De son côté, Zacarias da Costa, représentant permanent du Timor Oriental auprès de l'Union Européenne, a informé sur quelques événements récents à Timor et a exprimé l'espoir de voir les groupes de solidarité avec Timor bientôt réunis en confraternisation à l'intérieur d'un Timor libre et autonome.

❖  
POUR LA TROISIÈME FOIS  
CONSÉCUTIVE, l'Atelier Théâtral des Institutions Européennes a fait cadeau à SOS Timor d'un certain nombre de billets pour les séances des 8 au 19 mars 1997 de la pièce intitulée PASSIO, mise en scène par l'Atelier. La vente de ces billets a pu aider au financement des

actions du Comité, telles que, par exemple, la publication que vous avez en mains. Pour cela, un grand merci à toute l'équipe de l'Atelier Théâtral.

❖  
PÉTITION. SOS Timor a mis en circulation une pétition adressée au Secrétaire-Général de l'ONU. Si vous le souhaitez, vous pouvez encore la signer et la faire signer autour de vous. Il vous suffira pour cela de prendre contact avec nous.

Dans cette pétition, il est demandé au Secrétaire-Général de l'ONU qu'il entreprenne toutes les démarches possibles afin d'amener l'Indonésie à respecter tous les engagements par elle assumés, y compris d'ouvrir le territoire du Timor Oriental sans restrictions aux organismes de l'ONU, aux ONG et aux journalistes, ainsi que l'exige la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU.

La pétition dénonce la situation des prisonniers politiques timorais, y compris de Xanana Gusmão, le dirigeant de la Résistance, et considère qu'il est urgent que les thèmes de la libération de ces prisonniers et de la promotion des droits de la femme occupent une place de choix dans les débats en cours.

❖  
PARRAINEZ VOUS AUSSI. Le Comité SOS Timor a lancé, il y a deux ans, une campagne de collecte de fonds destinés à attribuer une bourse d'études à un(e) réfugié(e) timorais(e), sous la forme de contributions financières, volontaires et mensuelles, effectuées par

(Suite page 3)



## Nations Unies

### La Commission des Droits de l'Homme rediscute du Timor Oriental

La question du Timor Oriental est de nouveau dans l'agenda de travail de la 53<sup>e</sup> session de la Commission des Droits de l'Homme (CDH) des Nations Unies qui est réunie à Genève depuis le 10 mars. Pourtant, personne ne semble oser un pronostic quant au document qui sortira après le débat : une résolution condamnant l'Indonésie ou, comme les trois dernières années, une Déclaration Consensuelle lue par le Président.

Depuis le massacre de Santa Cruz en novembre 1991, la CDH a toujours discuté de la question du Timor Oriental. L'année suivant le massacre, en 1992, ce forum des Nations Unies a parlé d'approuver une résolution forte de condamnation de l'Indonésie, adoptant à peine une Déclaration consensuelle. Il n'y a que le 11 mars 1993 que la CDH a adopté une Résolution parrainée par plusieurs pays dont ceux de l'Union Européenne.

Les années qui ont suivi, la CDH a opté pour des Déclarations Consensuelles, parrainées mêmes par l'Union Européenne, malgré la détérioration de la situation des Droits de l'Homme au Timor.

Cette année, l'attente est très grande quant à l'adoption d'une résolution. Le moment est favorable, les faits abondants et différentes organisations et des visiteurs internationaux, l'Eglise même et l'évêque M<sup>gr</sup> Ximenes Belo sont unanimes quand ils affirment que la situation des Droits de l'Homme s'est aggravée.

Ces dernières années, l'Indonésie a manqué l'implantation des compromis assumés, et jusqu'à ce jour, elle n'a toujours pas conclu et signé le mémorandum d'entente avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme Ayala Lasso, pour l'établissement d'une délégation du Centre des Droits de l'Homme à Dili.

On attend pour ça que l'Union européenne ne continue pas à parrainer une déclaration consensuelle négociée avec l'Indonésie et qu'elle appuiera une résolution forte qui puisse véritablement signifier un appel clair à la Communauté internationale quant aux atrocités et aux violations des Droits de l'Homme commises par le régime de Suharto contre le peuple timorais.

## SOS Timor en bref (suite)

domiciliation bancaire, et à laquelle ont participé jusqu'à présent 35 «parrains» environ.

Depuis le mois de janvier 1995 et grâce à cette bourse, Milena Pires est parmi nous. Elle prépare actuellement une maîtrise en Politique Internationale à l'Université Libre de Bruxelles.

Vous pouvez vous aussi devenir un des parrains ou marraines de cette initiative et contribuer ainsi à son maintien durant les années qui viennent. Pour cela, il ne vous faut, en tout et pour tout, que:

1. Donner des instructions à votre banque pour qu'elle effectue mensuellement, et en principe pendant une période de 12 mois,

un versement (dépôt? transfert?) par domiciliation vers le compte n° 210-0751861-66.

2. Nous communiquer vos nom, prénom, adresse, n° de tél. (et/ou de fax, de e-mail), en indiquant le nom de votre banque et de son agence, ainsi que le montant que vous avez choisi (en moyenne, les contributions varient entre 500 et 1000 francs belges par mois, mais le parrain est libre de fixer le montant comme il l'entend).

SOS TIMOR vous remercie de tout cœur ainsi que tous ceux et toutes celles qui ont participé et continuent de participer à cette initiative.

## Nouveau diocèse et nouvel évêque pour le Timor

Le 28 mars dernier, le Vatican a finalement décidé de diviser le territoire du Timor en deux diocèses, créant le nouveau diocèse de Baucau.

Le pape Jean-Paul II a nommé comme responsable de la nouvelle communauté diocésaine le père timorais Basílio do Nascimento Martins, originaire de Suai, Cova Lima. L'installation du nouvel évêque du Timor a eu lieu le 6 janvier en la Basilique Saint Pierre de Rome. Il s'est installé au diocèse de Baucau le 28 mars dernier. M<sup>gr</sup> Basílio Martins était jusque là vicaire épiscopal de la pastorale du diocèse de Dili, et il ne sera qu'administrateur apostolique du diocèse de Baucau, comme M<sup>gr</sup> Ximenes Belo, qui sera toujours administrateur du diocèse de Dili.

Les deux diocèses timorais continueront donc directement dépendants du Vatican et ne seront pas intégrés à la Conférence Episcopale indonésienne.

## Chargé de la question de Timor-oriental

L'ambassadeur pakistanais Jamsheed Marker a été nommé représentant personnel du Secrétaire général des Nations Unies chargé de la question de Timor-oriental.

Les dirigeants de la Résistance Timoraise, qui se sont félicités de la nomination, ont déclaré qu'ils espéraient que le processus de négociations en cours sur Timor retrouve un nouveau dynamisme.

Diplomate chevronné qui a, entre autres, négocié le retrait des troupes soviétiques en Afghanistan et servi à Paris, Moscou, Bone et New York, Jamsheed Marker a choisi le mois de mars pour engager une première série de contacts à Lisbonne, où il s'est entretenu avec la Résistance et les autorités portugaises, en Indonésie et à Timor-oriental.

A Timor, il a eu des entretiens avec les deux évêques et les autorités locales. Mais le point culminant de ses démarches a été une rencontre avec le leader de la Résistance timoraise, Xanana Gusmão, emprisonné à Cipinang (Jakarta).





Timor :

## De l'oubli à la lumière

**Le vendredi 11 octobre 1996, la cause de Timor a fait un pas de géant sur la scène internationale. En attribuant le Prix Nobel de la Paix à deux représentants du peuple du Timor Oriental, M<sup>sr</sup> Filipe Ximenes Belo et José Ramos Horta, le Comité Nobel a sorti de l'ombre ce morceau d'île du bout du monde.**

Monsieur Ximenes Belo et José Ramos Horta sont les lauréats 1996 du Prix Nobel de la Paix. Le Comité les a choisis pour leur contribution soutenue en faveur d'un petit peuple opprimé. Le vœu du Comité est que cette récompense permettra de trouver une solution diplomatique à ce conflit vieux de 21 ans. Ce choix a été une véritable surprise. Si le nom de M<sup>sr</sup> Ximenes Belo circulait dans les couloirs norvégiens, José Ramos Horta ne figurait pas sur la liste des futurs lauréats. La «concurrence» était pourtant rude Jimmy Carter, Wei Jingsheng, entre autres faisaient partie des favoris. Désormais, leur photo figurera à côté de tant d'autres hommes et femmes remarquables. Une fois encore, le Comité Nobel a prouvé son indépendance en mettant en avant ce conflit oublié.

Pour le Comité Nobel, M<sup>sr</sup> Belo est le représentant le plus important du peuple timorais. Mettant sa propre vie en danger, il a essayé de protéger la population des attaques de ceux qui détiennent le pouvoir. Rien pourtant ne destinait ce fils d'instituteur à devenir un lauréat du Prix Nobel. M<sup>sr</sup> Belo est décrit par ses amis comme une personne timide. Ce sont les circonstances de la vie qui ont fait de lui l'homme que l'on connaît aujourd'hui. M<sup>sr</sup> Belo est né à Baucau le 3 février 1948, cinquième d'une famille de six. Enfant, il gardait des buffles.

D'abord recteur du séminaire de Futamaca, en 1983, il devient administrateur apostolique de Dili. Cinq ans plus tard, il sera évêque. Il n'a pas toujours été apprécié par les autres religieux. En 1990, certains le désignaient comme un homme manipulé par le gouvernement indonésien. Pour eux, la nomination de Belo comme évêque ne

pouvait résulter que d'une volonté politique de la part du gouvernement et du Vatican. Le fait est que M<sup>sr</sup> Belo se trouvait dans une situation très difficile, il devait empêcher que l'Eglise ne devienne un instrument de la résistance mais, il voulait aussi défendre le peuple persécuté par les militaires. Très vite, M<sup>sr</sup> Belo durcit ses positions face à la répression indonésienne. En 1989, il pousse l'audace jusqu'à écrire au secrétaire général des Nations Unies demandant un referendum pour le Timor Oriental.

Peu à peu, les gens commencent à l'apprécier, à l'admirer. On peut facilement comprendre les déceptions initiales on pensait qu'il allait se mêler de politique. Au lieu de ça, il s'est préoccupé des droits de l'homme. Son but était (et est toujours) de protéger au maximum les Timorais. C'est pourquoi en 1991, il essaye de dissuader un groupe de parlementaires portugais de visiter le Timor. *Je préfère que vous ne veniez pas. Après votre départ, ce sont les gens d'ici qui subiront les conséquences.* Depuis, il participe aux négociations internationales sur le Timor Oriental avec le Portugal et l'Indonésie. L'Eglise l'a parfois accusé de trop se mêler de politique. Mais, pour lui, il aurait été difficile de ne pas prendre la défense du peuple puisqu'il vit avec lui et voit ses souffrances quotidiennes. Pour beaucoup, il représente la voix de l'espoir. Mais cet homme est resté très simple, il aime la théologie, la musique classique le football et les langues étrangères.

M<sup>sr</sup> Belo célébrait une messe quand il a appris que le comité Nobel l'avait choisi. Les félicitations ont fusé de toutes parts, les espoirs de liberté aussi. Mais M<sup>sr</sup> Belo est resté prudent : *Nous sommes optimistes mais*

*nous devons rester réalistes. Ce sera difficile, Qui va expulser les soldats indonésiens de nos rues ? Même s'il est content de ce prix, il craint que cette nouvelle responsabilité ne l'oblige à prendre plus de précautions quand il parle de paix, car tous les yeux sont maintenant braqués sur lui. Il estime qu'il aurait mieux valu pour lui ne pas avoir eu cette distinction. Néanmoins, il la dédicace à tout le peuple timorais.*

### LE DIPLOMATE AU NŒUD PAP

Pour M<sup>sr</sup> Belo, c'est José Ramos Horta qui a maintenu vivant au niveau international le problème du Timor. C'est vrai qu'il a porté cette cause devant l'ONU. C'est d'ailleurs le plus jeune diplomate qui ait jamais parlé devant cette assemblée. Il était chez lui quand un journaliste lui a annoncé par téléphone la nouvelle. Il a d'abord cru à une farce. Mais ses amis sont arrivés avec des bouteilles de champagne. Ramos Horta s'est dit content de cette récompense mais en même temps triste que ce ne soit pas Xanana Gusmão et M<sup>sr</sup> Belo les lauréats.

Fils et petit-fils de déportés, il se devait de perpétuer la tradition familiale en devenant lui-même un déporté. Son père, sergent dans la marine de guerre est envoyé au Timor suite à la révolte de l'armée portugaise contre le régime de Salazar et son grand-père était un syndicaliste anarchiste. Ramos Horta est, lui exilé au Mozambique en 1970 pendant un an et demi. Il était alors journaliste et correspondant de la télévision portugaise.



Un jour, alors qu'il buvait quelques verres avec des touristes américains, il a osé critiquer la colonisation portugaise et la police. Il a été aussitôt dénoncé. Quand il revient au Timor, il continue à exercer la profession de journaliste et il commence à s'intéresser à la politique. Il est d'ailleurs un des membres fondateurs de l'ASDT (Association Socio-Démocrate du Timor), qui deviendra plus tard le FRETILIN, un des partis politiques d'avant l'invasion. En 1975, il est nommé ministre des Affaires étrangères et de l'Information de l'éphémère République Démocratique de Timor Oriental. Il quitte le Timor le 3 décembre 1975 pour se rendre à New York à la tête de la délégation du FRETILIN. L'invasion indonésienne du 7 décembre empêche son retour. Il décide alors de défendre la cause de Timor à New York ou il s'installe jusqu'en 1989. Ce qui l'a le plus surpris dans cette ville, ce sont la neige et le manque d'intérêt des diplomates étrangers. Personne ne se préoccupait à l'époque du problème du Timor. La plupart du temps, il était reçu par de jeunes fonctionnaires sans pouvoir de décision. Il a ressenti pendant quinze ans de l'indifférence et parfois même de l'hostilité. Mais il en a profité pour élargir ses connaissances. José Ramos Horta connaît aujourd'hui les instances de l'ONU comme sa poche et possède un carnet d'adresse très impressionnant.

**A**u fil des années, il est devenu un diplomate hors pair.

À 46 ans, il est aujourd'hui, entre autre, professeur à la Faculté de droit de New South Wales, en Australie où il réside désormais. Il est aussi le représentant spécial du Conseil National du Peuple Maubère pour les relations diplomatiques et le porte-parole personnel de Xanana Gusmão. Pour lui, l'attribution de ce prix devrait obliger les gouvernements à penser autrement leurs relations avec l'Indonésie et ne plus considérer le problème du Timor comme une histoire oubliée. Il pense que le Timor sera indépendant avant la fin du siècle. Pour lui, sa fonction politique se terminera le premier jour de liberté du Timor. José Ramos Horta reste réaliste. Il sait que cette récompense ne changera sûrement pas la position de l'Indonésie lors des négociations avec le Portugal. Il a partagé son prix avec le peuple timorais et les pays de langue portugaise, spécialement les pays africains qui ont soutenu la lutte de Timor depuis le début et le Portugal depuis quelques années.

## FÉLICITATIONS ET OPPOSITION

**A**près l'attribution de ce prix, les félicitations sont venues de toutes les parties du monde. Evidemment, l'Indonésie n'a pas participé à cette vague bien que Megawatti Sukarnoputri, chef de l'opposition soit pleinement d'accord avec le choix du Comité Nobel. M. Manuel Macedo, le président de l'Association d'Amitié Portugal-Indonésie estime que les deux lauréats utilisent le mensonge et le chantage auprès de la communauté internationale. Il ajoute que le porte-parole de la résistance incite les jeunes à la violence et les abandonne ensuite, ils ne leur restent plus alors qu'une seule issue: assaillir les ambassades. Aussi surprenant que cela puisse paraître, à ses yeux le seul qui méritait le Prix Nobel, c'est Xanana Gusmão. «Emprisonné pour des délits de droit commun, Xanana Gusmão défend la paix par son silence, sans faire de provocations publiques.». Le ministre des Affaires étrangères indonésien, Ali Alatas, ne comprend pas les critères qui ont permis ce choix. Il a concentré ses critiques sur José Ramos Horta qu'il a qualifié d'*aventurier politique*, il considère Ramos Horta comme un manipulateur soutenu par le pouvoir néo-colonialiste portugais. L'Indonésie ne présentera cependant pas de protestation auprès du Comité Nobel car le Timor n'est pas assez important à ses yeux. Toujours selon Ali Alatas, Ramos Horta a pendant un temps représenté une petite minorité, mais il a vite été répudié par la grande majorité du peuple du Timor et maintenant il ne représente plus que lui-même. Il s'est dit également préoccupé par les conséquences qu'aura ce choix pour le prestige des lauréats précédents. Desmond Tutu, Prix Nobel de la Paix 1984 ne semble pas partager cet avis. Il s'est déclaré ému. M<sup>BF</sup> Tutu espère que le problème du Timor ne sera plus secondaire. Il rappelle que son Prix a été un avertissement contre le régime d'apartheid et a contribué à sa chute. Jorge Sampaio lui est persuadé que la liberté est proche et félicite le Comité Nobel de son choix. Mais, il n'y a pas que les grands de ce monde qui se sont réjouis de cette victoire. Les Timorais ont appris la nouvelle très vite. Ils sont très heureux. Comme a déclaré une habitante de Dili : *Nous poussons des cris de joie silencieux, C'est un grand jour pour tous les Timorais mais notre fête devra être petite et sans trop de bruit.* La résistance cachée dans

les montagnes du Timor a elle aussi envoyé son message de félicitations. Nous sommes profondément émus. Nous ne pouvons contenir nos larmes de joie déclarait peu après l'attribution du Prix, Konis Santana, le nouveau leader de la guérilla. *Notre peuple, nos guerriers t'ont toujours fait confiance. L'attribution de ce prix ne pouvait être plus juste parce qu'elle honore un fils du Timor.* Voilà le message que Konis Santana a réussi à faire parvenir à José Ramos Horta.

**L'**argent de ce prix (±35 millions de francs belges) a déjà trouvé sa destination. M<sup>BF</sup> Belo consacrera sa part à la création d'un Secrétariat de la Commission du Diocèse de Justice et de Paix, une structure destinée à donner un appui juridique et social dans les cas de violation des droits de l'homme au Timor. Le reste servira à construire un séminaire plus grand. Ramos Horta pense créer une fondation d'aide à la résistance au Portugal et une association humanitaire en Australie qui gèrera l'aide aux Timorais emprisonnés, disparus ou blessés et à leur famille.

Pendant leur séjour à Oslo, les deux lauréats se sont peu rencontrés. Même leur conférence de presse était séparée. Leur agenda ne comprend aucune réunion publique commune sauf la cérémonie de remise du Prix Nobel. La veille de l'attribution, lors d'une conférence de presse, José Ramos Horta n'a pas voulu répondre quand un journaliste a demandé si M<sup>BF</sup> Belo lui avait avoué qu'il subissait des pressions. Il a répondu de façon prudente : *Dans ce cas-ci, je préférerais avoir le rôle de l'ecclésiastique, j'entends des confessions, je n'en fais pas. Ce que M<sup>BF</sup> Belo m'a dit est du domaine du privé et doit le rester. Il est facile à chacun de comprendre s'il subit ou non des pressions.*

Dans son discours, M<sup>BF</sup> Belo a rendu un hommage à l'Église timoraise pour son rôle dans la défense des droits du peuple maubère. Malgré sa prudence, M<sup>BF</sup> Belo a fait un discours plus engagé que l'on pouvait penser. *Je représente ici la voix d'un peuple sans voix qui est présent ici par la pensée. Ce que le peuple veut, c'est la fin de la violence et le respect des droits de l'Homme.*

Ramos Horta a commencé son discours en portugais. Il a voulu ainsi célébrer une langue et une culture qui depuis l'invasion indonésienne sont opprimées et interdites. Il a également fait un long éloge de Xanana Gusmão qu'il considère comme le véritable lauréat du Prix Nobel de la Paix. On sait d'ailleurs qu'une grande partie de son discours a été écrite par Gusmão depuis le fond de sa prison indonésienne.



# Indonésie: Les murs se lézardent

Le progrès économique du pays est utilisé par le régime militaire pour réclamer la légitimation de son système politique autoritaire et de l'administration rigide sous prétexte que le développement du pays nécessite «la stabilité nationale» et «la paix sociale». Toutes les propositions visant à une ouverture politique et des réformes pour canaliser les aspirations les plus démocratiques sont refusées par tous les moyens. Le Président Suharto, qui pendant 30 ans a monopolisé le pouvoir, n'est pas prêt à le partager avec les partis politiques ni avec d'autres forces du pays. Les réformes politiques réclamées par beaucoup de personnes sont considérées par le Président Suharto et ses officiers comme un danger pour la stabilité nationale et l'ordre social. Par tous les moyens imaginables, ses partisans défendent le *statu quo*.

Cette position du gouvernement est de plus en plus critiquée, notamment par les jeunes générations qui y voient une impasse pour la vie démocratique. Le *statu quo* signifie la poursuite des abus de pouvoir du Président Suharto et ses partisans, la continuité de la corruption, de la collusion, la paralysie de l'initiative populaire, ce qui a entraîné depuis ces deux dernières années, des actions menées par les étudiants et des militants de divers courants, pour manifester publiquement leurs revendications pour un changement démocratique dans le pays.

Après 30 ans de pouvoir en Indonésie, suite à la répression sanglante en 1965-1966 qui a fait plus de 500 000 victimes, le régime militaire dirigé par l'ancien général Suharto, est actuellement en train d'intensifier la répression et les persécutions contre des groupes d'intellectuels, d'étudiants, d'ONG et de prêtres qui ont manifesté récemment leurs aspirations pour promouvoir, par

des voies pacifiques, la vie démocratique dans ce pays, et pour défendre les Droits de l'Homme.

Les actions contre les opposants ont commencé en juin 1996 avec le putsch politique monté par le gouvernement, en organisant un congrès à Médan (Sumatra) pour évincer M<sup>me</sup> Megawati Sukarnoputri, fille de l'ancien Président Sukarno, de son poste de Présidente, élue légalement, du Partai Demokrat Indonesia (PDI). Le Président Suharto veut assurer la continuité de son pouvoir, même après les élections législatives en 1997 et après l'élection présidentielle en 1998. Le Président Suharto et ses collaborateurs considèrent M<sup>me</sup> Megawati (49 ans) comme un rival qui doit être neutralisé, en instaurant Suryadi (un autre leader du PDI) le nouveau Président du PDI-rival.

## DIGNE HÉRITIÈRE DE SON PÈRE

M<sup>me</sup> Megawati, qui a dirigé le PDI depuis 1993, jouit d'une grande popularité au sein de la population indonésienne. Elle se présente comme une femme intègre remarquable, et est considérée par beaucoup comme représentant l'aspiration populaire pour un changement démocratique et une vie publique saine et propre. Cependant, elle ne s'est jamais prononcée clairement contre le Président Suharto. Celui-ci et ses partisans voient en elle une personnalité publique qui peut gêner la mafia politique de l'Ordre Nouveau. Elle hérite du prestige de son père, le Président Sukarno, qui a été un héros dans la lutte pour l'indépendance du pays contre le colonialisme hollandais.

Un mois après l'éviction de M<sup>me</sup> Megawati de la direction du PDI, le gouvernement a organisé, le 27 juillet, une opération musclée (avec 800 des

gros bras appuyés par la police et l'armée) pour chasser les partisans de M<sup>me</sup> Megawati du siège du PDI à Jakarta. Pendant plus d'un mois, les sympathisants de M<sup>me</sup> Megawati, venant de tous bords, ont utilisé chaque jour le siège du PDI comme «Forum démocratique» pour permettre des débats publics sur les affaires du pays. Suite à l'erreur monumentale du Président Suharto de manoeuvrer le pseudocongrès à Medan M<sup>me</sup> Megawati est devenue le symbole national pour un changement démocratique en Indonésie.

L'autre erreur grave du régime militaire est l'opération violente appuyée par les forces armées pour évacuer le siège du PDI-Megawati et pour mettre un terme à des manifestations (débats publics, réunions etc.) considérées comme anti-gouvernementales au siège du PDI. Cette opération a engendré des suites déplorables. De nombreuses destructions (parmi d'autres, des banques et des bâtiments officiels) ont été commises par des habitants en colère des quartiers environnants. Le plus grave, ce sont les pertes humaines. La Commission Nationale Des Droits de l'Homme indonésienne a récemment annoncé que 5 personnes avaient été tuées pendant l'opération gouvernementale, 74 personnes «disparues» et 149 personnes blessées. Cette déclaration est contestée publiquement par le Président Suharto en personne. Ces disparitions sont devenues une affaire politique très gênante et embarrassante pour le gouvernement.

Embarrassés par les suites de cette opération qui a entraîné des morts et des dégâts énormes, et pour couvrir la complicité gouvernementale d'enlever la présidence du PDI au camp de Megawati, le gouvernement a cherché un bouc émissaire. Un petit groupe de jeunes étudiants, qui, le 22 juillet (5 jours avant les événements) a donné naissance au





parti politique PRD (Parti du Peuple Démocratique), est officiellement accusé par le Président Suharto lui-même et par les autorités gouvernementales d'activités subversives.

Le PRD est accusé sans preuve par le gouvernement d'être l'auteur des troubles du 27 juillet. Depuis, la chasse aux sorcières est lancée dans tout le pays contre les militants de ce parti de jeunes (pour la plupart entre 19 et 25 ans) qui ne compte que quelques centaines de militants, au maximum 800 personnes. Environ 20 militants du PRD ont été arrêtés dans différentes villes, les autres doivent se cacher.

émeutes, sont également la cible d'harcèlements. Une menace très grave plane sur Budiman Sudjatmiko et ses collègues qui peuvent encourir la peine de mort en vertu des «lois subversives». Les autorités indonésiennes accusent le PRD d'être affilié à l'idéologie communiste, interdite dans ce pays depuis fin 1965.

#### OPPOSITION BÂILLONNÉE

La chasse aux sorcières contre les militants du PRD est actuellement accompagnée d'une campagne gouvernementale intensive contre tous

harcèlements des services de sécurité dans les activités de ces organisations.

Actuellement la situation en Indonésie est explosive. Le Président Suharto et ses collaborateurs combattent toutes les aspirations légitimes de différents secteurs et couches sociales en Indonésie pour des libertés démocratiques plus larges et pour un changement pacifique du système politique. Cette aspiration se manifeste dans les activités des milliers d'ONG en Indonésie (au total environ 7000, travaillant dans des secteurs divers), ainsi que dans celles des dirigeants des communautés musulmane, catholique et protestante. Mais leurs efforts doivent faire face à la machine très puissante de l'Orde Baru (l'Ordre Nouveau). Afin de préparer les élections générales et assurer la victoire totale du Parti GOLKAR, le gouvernement a adopté toutes sortes de mesures pour neutraliser toutes les activités contestataires. Des violations graves et brutales des droits démocratiques seront sûrement de plus en plus perpétrées par les autorités militaires, comme dans les 30 années passées.

Si la situation en Indonésie est déjà si grave pour un grand nombre de citoyens et citoyennes, on peut imaginer que le sort du peuple de Timor Oriental est encore pire. Des arrestations arbitraires continuent d'être pratiquées par les militaires indonésiens. Il est intéressant de noter que le PRD est la seule organisation en Indonésie qui manifeste dans ses actions depuis plusieurs années une position claire et ferme pour soutenir la lutte du peuple Maubere et les droits d'autodétermination de Timor Oriental.

*La Commission Nationale des Droits de l'Homme indonésienne a récemment annoncé que 5 personnes avaient été tuées pendant l'opération gouvernementale, 74 personnes «disparues» et 149 personnes blessées.*

Le Président du PRD, Budiman Sudjatmiko (27 ans, quelques années d'études à l'Université Gajah-mada de Jogya) et ses collègues ont été arrêtés chez le frère du Père Sandyawan (Jésuite). Le Père Sandyawan, est le responsable de l'Institut Social de Jakarta (ISJ), organisme social qui a axé, depuis des années, ses activités pour aider les pauvres (enfants et adultes) de Jakarta. Budiman Sudjatmiko et ses collègues, sachant les pratiques habituelles brutales et inhumaines des services de sécurité (coups, brûlures avec des cigarettes, tortures électriques etc.) ont demandé refuge au Père Sandyawan. Il a accordé l'aide humanitaire à ces jeunes en les abritant chez son frère. Le Père Sandyawan a subi déjà plusieurs interrogatoires et risque d'être poursuivi par la justice. Plus de 10 prêtres amis du Père Sandyawan ainsi que des intellectuels indonésiens comme Abdurrahman Wahid, chef de la puissante organisation musulmane Nahdatul Ulama, qui ont formé un comité d'enquête et se sont donnés pour mission de secourir les victimes des

les dissidents ou les opposants, vrais ou supposés, du gouvernement. En brandissant le flambeau «du maintien de la stabilité nationale», le gouvernement est en train de réduire la liberté démocratique et d'utiliser les menaces pour réprimer les contestataires qui revendiquent des réformes politiques, le respect des Droits de l'Homme, la suppression de la corruption galopante et de l'abus de pouvoir des autorités. A l'approche des élections générales en 1997, le gouvernement indonésien est en train de renforcer le contrôle et la surveillance à l'égard des groupes critiques et des partis politiques. Des personnalités politiques venant de tous

*Des personnalités politiques venant de tous bords ont été récemment interrogées par la police ou par le Bureau du Procureur Général.*

bords ont été récemment interrogées par la police ou par le Bureau du Procureur Général. Début septembre, 24 ONG indonésiennes ont protesté contre le gouvernement à la suite des

De ce fait, les militants du PRD associent leur lutte contre le régime militaire à la lutte du peuple Maubere.

(Par AI)





## «Asian connection» à la Maison Blanche

**B**ob Dole a bien essayé, sans succès, d'enfoncer le clou au cours de la campagne présidentielle américaine: son adversaire Bill Clinton a reçu beaucoup de dollars de contributions provenant de l'étranger, notamment du groupe indonésien Lippo, appartenant à la famille Riady.

James Riady et son père, Mochtar Riady, sont de vieux amis de Clinton et les associés des uns sont des collaborateurs de l'autre. Ses adversaires et les observateurs politiques s'interrogent au sujet du prix que le président américain aurait payé pour cette amitié si particulière.

Au cours d'une conférence de presse le 8 novembre, le président a nié que ces liaisons indonésiennes aient en quelque façon que ce soit influencé sa politique envers Jakarta. Et de citer notamment l'interdiction des ventes d'armes légères à l'Indonésie et le soutien apporté par les USA à une résolution des Nations Unies réclamant le respect des droits humains à Timor oriental.

Cependant, en juillet le gouvernement américain a parrainé un contrat de 400 million de dollars pour la vente d'avions d'alerte précoce Northrop-Grumman Hawkeye E2C. L'administration Clinton prépare également la vente jets de combat F-16 Falcon et voudrait en outre reprendre le programme d'aide à l'entraînement militaire des troupes indonésiennes.

José Ramos Horta, le prix nobel de la paix, a relevé à ce propos une question pertinente: ces avions ne se destinent pas sûrement à défendre l'Indonésie d'un ennemi extérieur. Qui pourrait à

l'heure actuelle entrer en guerre contre Jakarta? Tout ce matériel ne pourra que renforcer les hautes sphères des forces armées qui tiennent le pays sous coupe réglée.

D'un autre côté, le responsable pour la presse du président, M. McCurry, a admis dans une conférence de presse le 12 novembre que James Riady visite régulièrement la Maison Blanche, comme l'avaient indiqué les médias USA. Selon *Newsweek* il aurait participé à des briefings sur la situation en Indonésie et à Timor oriental.

La famille Riady n'appartient pas au cercle le plus intime de Suharto. Au contraire, elle essaye de ce créer une situation à Jakarta à travers ses contacts américains. Cela n'empêche pas qu'un ancien associé de Hillary Clinton, C. Joseph Giroir Jr. ait pu utiliser le réseau de contacts de Riady pour nouer des relations avec Bambang Trihatmodjo, un fils de Suharto.

Et l'on sait qu'en Indonésie, comme par le passé dans les Philippines de Marcos, les bons amis font les bons comptes et les bonnes affaires.

Aussi, la position de l'administration Clinton à propos des prix Nobel de la paix est assez révélatrice: au cours de la conférence de presse du 12 novembre, M. McCurry a tenté d'établir une distinction subtile entre Monseigneur Bello et José Ramos Horta. Le président serait bien disposé à recevoir l'évêque de Dili, mais n'avait pas de plans pour se rencontrer Ramos Horta. Curieusement, Monseigneur Bello ne pourrait pas être reçu car il n'était pas à Washington (et pour cause...). Ramos Horta, par contre, était là à ce moment.

## APCET

**L**a Conférence sur Timor oriental de la région Asie-Pacifique (APCET), qui aurait dû avoir lieu du 9 au 11 novembre à Kuala Lumpur, capitale de la Malaisie, a été brutalement interrompue par un groupe de manifestants appartenant au mouvement de jeunesse du parti au pouvoir. Cet incident, ainsi que la réaction de la police ont été vivement critiqués par l'opposition.

La Conférence, où participaient de nombreux activistes qui luttent en faveur des droits de l'homme en Indonésie et à Timor oriental, avait été interdite par le gouvernement de Kuala Lumpur sous le prétexte qu'elle mettait en danger la sécurité de l'Etat et les bonnes relations avec l'Indonésie.

Ses organisateurs, cependant, ont décidé de la mener à bien. Seulement au moment où la rencontre commençait, quelques dizaines de jeunes appartenant au mouvement de jeunesse du parti UNMO sont entrés par la force dans la salle, détruisant tout à leur passage.

«Ils étaient fous» → a déclaré Andrew MacNaughtam, dirigeant de l'Association Australie-Timor oriental. L'évêque australien Hilton Deakin a, de son côté, raconté que les participants à la Conférence ont été retenus pendant deux heures sous une pluie de discours.

Pour bien couronner cette affaire, la police malaysienne a arrêté les participants et expulsé tous les étrangers.

E. Timor Alief  
 PO Box 562  
 Station P Toronto Ont.  
 MSS 2T1 CANADA

02/223 04 42

02/19-57 20

B-1040 Bruxelles 42

Boîte Postale 39  
TIMOR CLIPS

BELGIE-BELGIQUE

